La région Auvergne-Rhône-Alpes décide d'une nouvelle vague de baisses de subventions culturelles

Le conseil régional, présidé par Laurent Wauquiez, justifie cette diminution d'environ un million d'euros par un rééquilibrage des territoires.

Par Richard Schittly (Lyon, correspondant)

Publié le 13 mai 2023 à 07h00, modifié le 13 mai 2023 à 16h34 · Ō Lecture 3 min.







Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, à la gare de Lyon-Part-Dieu, le 12 décembre 2022, MOURAD ALLILI/SIPA

Après une coupe de près de 4 millions d'euros en 2022, une nouvelle vague de baisses d'aides culturelles, pour un montant total d'environ 1 million d'euros, a été décidée par la majorité du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, présidée par Laurent Wauquiez (Les Républicains), à l'occasion d'une commission permanente de la collectivité qui s'est déroulée en visioconférence, dans la matinée du vendredi 12 mai.

L'exécutif régional justifie la diminution des subventions culturelles, menée depuis plus d'un an, par un rééquilibrage des territoires. En l'absence de M. Wauquiez, Stéphanie Pernod, première vice-présidente chargée de diriger la séance, a aussi avancé une autre raison : « Mon avis personnel : vous savez ce que c'est, le problème de la culture en France ? C'est qu'on accompagne beaucoup trop ces métiers. S'ils vivaient sur leurs entrées, nous aurions une certaine vérité populaire », a déclaré l'élue de l'Ain, selon des propos rapportés par plusieurs conseillers régionaux présents.

Pour l'opposition régionale, la confidence révèle l'état d'esprit qui présiderait, en réalité, aux choix de la majorité régionale. «Laurent Wauquiez présente la culture comme une forme d'élitisme, estime Jean-François Debat, maire (Parti socialiste) de Bourg-en-Bresse, et président du groupe socialiste au conseil régional. Il fait semblant de ne pas voir que les grandes institutions culturelles ont des liens avec leurs territoires et sont en réseau pour faire vivre nos petites structures. C'est du populisme pur. Il oppose les scènes nationales aux amateurs, cela n'a pas de sens, sauf à vouloir caricaturer le monde créatif et professionnel.»

Outre la <u>suppression totale de la subvention de 149 000 euros au Théâtre</u>
<u>nouvelle génération</u> (TNG), Centre dramatique national de Lyon, en rétorsion aux
critiques formulées par son directeur sur la politique régionale, la majorité de
M. Wauquiez a diminué de 115 000 euros l'aide au Centre
chorégraphique national de Rillieux-la-Pape (Rhône) – passant de 195 000 à
80 000 euros entre 2022 et 2023 – et de 60 000 euros l'aide à La Comédie de
Saint-Etienne (réduite à 203 000 euros). Les associations Grame, à Villeurbanne
(Métropole de Lyon), Eclat, à Aurillac, Secteur ouvert des arts de la rue, à Boulieulès-Annonay (Ardèche), la Compagnie Brozzoni d'Annecy subissent aussi des
baisses de 5 000 à 75 000 euros.

Divergence de vues

Les critères d'attribution des subventions suscitent une profonde divergence de vues entre majorité et opposition régionales. Là où la gauche voit « un mode arbitraire » dans les choix de subventions, la droite régionale répond par une stratégie territoriale, tournée vers les secteurs ruraux. « Si la région a à cœur de soutenir les arts, la culture et les nombreux acteurs de ses riches filières, les subventions publiques ne sont pas automatiques. La région a souhaité, en octobre 2022, repenser sa politique de financement en la matière afin de soutenir des projets partout sur le territoire », a justifié la majorité régionale, dans un communiqué du 28 avril, en affirmant « sanctuariser son budget culturel », d'un montant annuel de 60,2 millions d'euros.

 Se Monde | Ateliers

 Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences
 Découvrir →

Parallèlement aux diminutions significatives enregistrées depuis un an, des hausses de subventions ont été accordées lors de cette dernière commission permanente, pour un montant de plus d'un million d'euros, surtout en direction de petites compagnies et d'harmonies municipales. Pour la droite, c'est bien la preuve que « la région renforce son soutien à plus de 110 acteurs culturels du territoire », selon un communiqué diffusé vendredi.

Lire aussi: En Auvergne-Rhône-Alpes, le système Laurent Wauquiez au service d'une ambition présidentielle



La majorité dirigée par Laurent Wauquiez axe sa politique culturelle sur des aides aux événements locaux. A l'occasion d'une conférence de presse annonçant la sanction au TNG, Sophie Rotkopf, vice-présidente chargée de la culture à la région, a précisé, le 28 avril, que « la région a ainsi fait le choix d'investir plus massivement pour les festivals ».

Les critères échappent aux élus de l'opposition. L'emblématique festival du court métrage de Clermont-Ferrand a subi une baisse de 110 000 euros, l'aide régionale passant de 210 000 à 100 000 euros entre 2022 et 2023. « Nos équipes sont sous le choc, et nous nous laissons le temps de travailler à une réaction appropriée », a réagi la direction du festival sur Twitter. Lyon BD Festival, ainsi que le festival de BD de Chambéry, ont aussi subi une baisse de 15 % de leur subvention régionale.

Lire aussi: A Calais et à Perpignan, des scènes nationales sous la coupe des maires

L'incompréhension subsiste aussi, entre majorité et opposition, à propos des choix qui concernent les grandes institutions de la région. L'Opéra de Lyon a obtenu une hausse de 190 000 euros en échange de l'engagement à créer des spectacles itinérants, sans retrouver le niveau de son aide régionale de 2021. L'Institut Lumière, à Lyon, a retrouvé le niveau de son aide annuelle de 100 000 euros. Malgré ces hausses, la diminution globale de l'aide culturelle régionale, entre 2022 et 2023, atteindrait 18 % pour la métropole de Lyon, sur la trentaine d'institutions et de festivals concernés. En revanche, MC2, la maison de la culture de Grenoble, ne sait toujours pas si sa subvention sera maintenue, ou diminuée. D'autres commissions seraient prévues d'ici à cet été. aiminuée. D'autres commissions seraient prevues d'ici à cet été.

Lire aussi : Laurent Wauquiez diminue des subventions culturelles à Lyon, le maire de la ville dénonce « un exécutif d'extrême droite »

Richard Schittly (Lyon, correspondant)